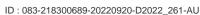
Envoyé en préfecture le 21/09/2022

Recu en préfecture le 21/09/2022

Affiché le 21/09/2022





DEPARTEMENT DU VAR Arrondissement de DRAGUIGNAN

MAIRIE DE GRIMAUD

DECISION DU MAIRE

Nº 2022 - 261

Portant approbation d'une convention de mise à disposition de locaux communaux. -Bridge Club » -

Le Maire de la Ville de GRIMAUD (Var),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2122-1 à L.2213-6,

Vu la délibération du Conseil Municipal n°2020-04-118 en date du 29 septembre 2020, accordant délégation au Maire de Grimaud pour prendre toute décision dans les domaines restrictivement énumérés par l'article L.2122-22 susvisé,

Considérant la requête par laquelle l'association « Bridge Club » sollicite la mise à disposition de locaux communaux pour la pratique du bridge,

Considérant la volonté de la Commune de contribuer au mieux à l'organisation et à la promotion de cette activité, Considérant qu'il il a été décidé de consentir à la mise à disposition de locaux communaux au sein de l'Immeuble Beausoleil,

DECIDE

Approuve les termes de la convention à intervenir entre la Commune et l'association Article 1er: « Bridge Club » portant mise à disposition des salles de la Treille et des Lavandes de

l'Immeuble Beausoleil, sis 850 Route Nationale à Grimaud (83310).

Article 2: La présente mise à disposition est consentie à l'association à titre gratuit.

La convention prendra effet à compter du 15 septembre 2022, pour se terminer le Article 3:

10 septembre 2023, excepté durant la période comprise entre le 17 décembre 2022 et

le 02 janvier 2023.

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision. Article 4:

> Une ampliation sera transmise en Préfecture de Toulon et publiée par voie d'affichage, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des

Collectivités Territoriales.

Fait à GRIMAUD, le

2 0 SEP. 2022

Le Maire, Alain BENEDETTO.



Le Maire:
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour
excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans
un délai de deux mois à compter de sa publication.

« Telérecours Citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr.

Transmis en Préfecture le Publiė le

